

LETTRE DE VEILLE GÉOGRAPHIQUE

Mensuel d'information et d'analyses • N°81 • Avril 2021

ÉDITORIAL

En un an et demi, trois millions de personnes sont mortes du COVID19 dans le monde, cent mille en France et cinq cents à Madagascar. Triste constat. Et encore à Madagascar, on est à peu près certains que ces chiffres sont largement sous-estimés.

Et si dans le monde entier on sait que seule la vaccination permet d'éviter les malheurs et qu'il n'existe pas de remède à ce virus, à Madagascar, on fait semblant de détenir la martingale. Par exemple dans le meilleur des cas, on continue à prescrire l'hydroxychloroquine et l'azithromycine, qui sont interdits pour cet usage en Europe (<https://www.letemps.ch/sciences/france-interdit-lhydroxychloroquine-traiter-covid19>). D'autres, habiles opportunistes, vendent comme des petits pains des pilules miracles qui contiennent on ne sait pas quoi. Ça se vend bien parce que ce n'est pas cher dit-on.

En revanche, la presse nous dit, et c'est plutôt rassurant, que soixante-seize pour cent de la population souhaiterait se faire vacciner d'après l'enquête ARAMASO (<http://www.lagazette-dgi.com/?p=56469>). C'est plutôt rassurant parce que la population a bien compris l'intérêt du vaccin, alors que jusqu'à présent, les Autorités ne soutenaient que du bout des lèvres l'initiative COVAX (vaccins gratuits car payés par les pays dits riches). On a donc maintenant la perspective d'en sortir un jour.

Évidemment, après avoir tant tergiversé, le pays ne sera pas parmi les premiers servis :

(<https://www.who.int/fr/news/item/02-03-2021-covax-publishes-first-round-of-allocations>)

On n'est donc pas sorti d'affaire. En attendant, l'économie qui n'avait pas besoin de cela continue à marquer le pas comme le souligne dans Jeune Afrique le Président du GEM :

(<https://www.jeuneafrique.com/1122346/economie/madagascar-thierry-rajaona-la-cle-de-la-relance-cest-la-volonte-politique/>)

André Beaumont
Président de la CCIFM

LIENS UTILES

www.ccifm.mg | www.teamfrance-export.fr | www.france-international.fr | www.tresor.economie.gouv.fr/se/madagascar
www.ambafrance-mada.org | www.cnccef.org | www.edbm.mg

SOMMAIRE

04

INFOGRAPHIE

Les chiffres du mois

05

IDE À MADAGASCAR

Encore de la route pour le pays

06

SECTEUR AGRICOLE

Inauguration d'un nouveau laboratoire et développement des pôles de production

07

FOCUS INTERNATIONAL

États-unis

08

PARTENARIAT AVEC LA BAD

Le PEM au centre des attentions pour le Document stratégique-pays 2022 - 2026

09

ZLECAf

Vers l'intégration économique du continent

10

NOUVELLES DE NOS MEMBRES

CMA CGM lance la 1ère offre de service maritime bas carbone en faisant le choix du biométhane

11

OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

13

INTERVIEW - JEAN-LUC RAJAONA, PRÉSIDENT DE GOTICOM

« Beaucoup de chemin reste à faire pour la dynamisation des TIC à Madagascar »

14

E-COMMERCE

Boosté par la pandémie mais accuse du retard

15

3 QUESTIONS À...

François Varnier, CEO Ezway Technology

16

SMART CITY

Pour la croissance économique

16

INTERNET 5G

Moteur essentiel de la société d'information

17

ESTI

L'alternance pour pallier le manque d'ingénieurs

17

ARKEUP ACADEMY OCÉAN INDIEN

Leader des formations d'expertise IT

18

ÉCONOMIE - FINANCES

Indicateurs économiques madagascar
Relevé des prix
Indice des prix à la consommation

22

AGENDA

Dates à retenir, événements à venir



Toute reproduction, représentation ou diffusion, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse de la CCI France Madagascar, est interdite.

CLAUDE DE NON-RESPONSABILITE

La CCI France Madagascar ne peut en aucun cas être tenue pour responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés.

INFOGRAPHIE

Chiffres du commerce France - Madagascar (en milliers d'euros)

Exportations FAB hors matériel militaire					
	2 019	2 020	12 derniers mois	2 mois 2020	2 mois 2021
Total	377 993	313 228	303 273	58 866	48 904
1320 - Tissus	61 533	43 308	37 883	9 500	4 075
2120 - Préparations pharmaceutiques	29 562	28 911	27 223	5 653	3 965
1091 - Aliments pour animaux de ferme	14 795	14 687	14 860	2 404	2 577
1419 - Autres vêtements et accessoires	22 027	12 597	13 405	2 767	3 575
2720 - Piles et accumulateurs électriques	2 856	8 762	11 094	134	2 465
1396 - Autres textiles techniques et industriels	5 823	10 817	10 476	1 951	1 610
3299 - Autres produits manufacturés n.c.a.	4 750	9 857	9 641	645	429
2620 - Ordinateurs et équipements périphériques	7 707	7 423	6 903	1 460	940
2712 - Matériel de distribution et de commande électrique	3 687	5 350	5 194	1 201	1 045
2813 - Autres pompes et compresseurs	5 620	4 468	5 139	689	1 360
1051 - Produits laitiers et fromages	5 107	4 693	4 988	906	1 201
1086 - Aliments homogénéisés et diététiques	3 209	4 551	4 312	1 169	931
2829 - Autres machines d'usage général n.c.a.	4 353	4 387	4 251	700	563
2042 - Parfums et produits pour la toilette	5 780	4 225	4 107	806	688
1512 - Articles de voyage, de maroquinerie, de sellerie et de bourrellerie	6 631	4 063	4 090	1 119	1 146
1072 - Biscottes et biscuits ; pâtisseries de conservation	4 537	4 048	3 977	894	824
2229 - Autres produits en matières plastiques	4 314	3 816	3 967	577	728
2651 - Instruments et appareils de mesure, d'essai et de navigation	6 273	4 352	3 766	1 184	598
2059 - Autres produits chimiques n.c.a.	4 488	2 702	3 533	266	1 097
1399 - Autres textiles n.c.a.	6 351	3 847	3 454	1 226	833

Importations CAF hors matériel militaire					
	2 019	2 020	12 derniers mois	2 mois 2020	2 mois 2021
Total	562 714	490 193	483 421	92 409	85 639
0128 - Plantes à épices, aromatiques, médicinales et pharmaceutiques	161 549	100 878	102 694	23 839	25 655
1020 - Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	87 354	97 523	96 802	14 310	13 589
1413 - Autres vêtements de dessus	36 564	36 810	35 508	7 491	6 189
1039 - Autres préparations et conserves à base de fruits et légumes	27 619	35 232	34 415	8 869	8 052
1414 - Vêtements de dessous	41 128	32 810	31 353	6 304	4 846
1412 - Vêtements de travail	26 873	28 911	28 863	4 462	4 414
1419 - Autres vêtements et accessoires	34 486	27 991	27 048	6 412	5 468
2053 - Huiles essentielles	16 934	15 088	14 700	2 648	2 259
0124 - Fruits à pépins et à noyau	20 036	15 560	13 895	2 286	621
1392 - Articles textiles confectionnés, sauf habillement	3 738	12 118	12 015	674	571
1439 - Autres articles à mailles	23 653	12 223	11 813	2 067	1 657
1512 - Articles de voyage, de maroquinerie, de sellerie et de bourrellerie	13 872	11 031	9 998	2 481	1 447
1629 - Autres objets en bois ; objets en liège, vannerie et sparterie	5 707	6 146	6 887	1 262	2 002

Les principaux produits échangés entre la France et Madagascar (Source : Direction générale des douanes et droits indirects)

Cours des changes au 22/04/2021

	Plus bas	Plus haut	Cours de référence
EUR	4 503,00 MGA	4 536,000 MGA	4 520,07 MGA
USD	3 750,00 MGA	3 778,00 MGA	3 759,21 MGA

Source : Banky Foiben'i Madagasikara

824 677 \$

du Fonds international de développement agricole (FIDA) pour appuyer la commercialisation des produits agricoles à travers le projet PACPA.

ENCORE DE LA ROUTE POUR LE PAYS

Miangola Ramanoelina | communication@ccifm.mg

Dans les pays en voie de développement, les entrées en IDE sont inégales. Madagascar, qui en fait partie, et qui se trouve plus ou moins dans une zone géographique à faible flux d'investissements directs étrangers, en a cependant grand besoin. Pour la Grande-Île principalement, c'est l'industrie extractive qui attire le plus. Il est donc incontournable pour Madagascar de diversifier les secteurs attractifs pour vraiment intéresser le maximum d'investisseurs directs étrangers.

Pour la Grande-Île, les entrées d'IDE ont diminué de manière considérable suite à la crise économique mondiale, mais aussi à la crise politique du pays. Mais après l'élection du président Andry Rajoelina, les réformes économiques et politiques en phase d'adoption dans le pays devront contribuer à inverser la tendance.

Si l'on se base sur les données du Rapport sur l'investissement dans le monde 2020 de la CNUCED, Madagascar a reçu 227 millions USD d'entrées d'IDE durant l'année 2019, contre 353 millions USD en 2018. Le stock par contre, a augmenté en atteignant 7,733 milliards en 2019. Mais si les réformes visent justement à améliorer le climat des affaires, et ainsi attirer les investisseurs, la France, l'île Maurice, les États-Unis et la Chine restent les investisseurs principaux de cette île de l'Océan Indien.

Blocages

D'une manière générale, il n'existe aucune loi dans le pays qui ne limite ou n'interdit les investissements étrangers. Cependant, de nombreux obstacles empêchent les investisseurs de choisir Madagascar pour leurs affaires. Malgré un très grand potentiel, la mauvaise qualité des infrastructures, sans parler de leur coût, constitue un frein énorme.

Madagascar		
Investissement Direct Etranger	2018	2019
Flux d'IDE entrants (millions USD)	353	227
Stocks d'IDE (millions USD)	7.506	7.733
Maurice		
Investissement Direct Etranger	2018	2019
Flux d'IDE entrants (millions USD)	372	472
Stocks d'IDE (millions USD)	5.293	5.765
Seychelles		
Investissement Direct Etranger	2018	2019
Flux d'IDE entrants (millions USD)	120	126
Stocks d'IDE (millions USD)	3.019	3.145
Comores		
Investissement Direct Etranger	2018	2019
Flux d'IDE entrants (millions USD)	7	8
Stocks d'IDE (millions USD)	121	129

Flux d'IDE sur les exercices 2018 et 2019 (Source : CNUCED, 2020)

D'autres facteurs comme l'accès restreint aux possibilités financières et au crédit, les médiocres définitions des titres de propriété, la corruption et l'éventualité d'une instabilité politique toujours présente sont également à l'origine du phénomène. Néanmoins, l'administration de l'actuel président promet une amélioration du climat des affaires avec des réformes tournant autour de la création d'entreprise, de l'octroi de permis de construire et de l'optimisation du commerce transfrontalier, ce qui devrait attirer les investisseurs.

Cruciaux pour Madagascar

Pour Madagascar, les IDE constituent de véritables leviers dans la relance économique du pays. Ils peuvent en effet créer des capitaux et augmenter ceux qui sont disponibles. On n'oublie pas non plus les transferts de compétences et de technologie de production. Enfin, les IDE devront permettre aux installations

locales d'avoir accès aux réseaux commerciaux internationaux. Mais pour totalement en profiter, le pays pourrait élargir ses horizons en pensant à d'autres secteurs que celui de l'industrie extractive. Mais pour les 10 prochaines années, on estime que les IDE entrants futurs vont s'axer principalement sur ce secteur, qui, selon la Banque mondiale, devrait contribuer à 14% du PIB d'ici 2025.

Pour une vision à long terme, celui de l'agroalimentaire dispose d'un important potentiel pour générer des investissements étrangers. On parle ici des domaines qui ont le plus de probabilité d'apporter un maximum d'emplois, notamment dans le riz, le sucre, le maïs et l'huile de palme. L'État devrait ainsi trouver une solution aux problèmes liés à l'occupation des terres, à la corruption et autres soucis pour créer un environnement attractif pour les investisseurs. Encore beaucoup d'efforts à faire pour la Grande-Île.

INAUGURATION D'UN NOUVEAU LABORATOIRE ET DÉVELOPPEMENT DES PÔLES DE PRODUCTION

Miangola Ramanoelina | communication@ccifm.mg

Le secteur agricole a besoin de se réformer à Madagascar, que ce soit au niveau de la production ou de l'exportation. En effet, durant le début de cette année uniquement, le nombre (et la quantité) de produits refoulés par le marché européen est en hausse du fait du non-respect de nouvelles réglementations en vigueur. On n'oublie pas non plus la nécessité d'optimiser la production des produits pour appuyer la croissance économique d'une part, et pour répondre à une demande de plus en plus croissante d'autre part. La mise en place d'un nouveau laboratoire d'analyse pour garantir la qualité des produits destinés à l'exportation et la concrétisation du projet 'Appui au Développement du Menabe et du Melaky (AD2M) arrive donc à point nommé.

Assurer la qualité des produits

Lors de l'atelier d'information des exportateurs et des producteurs de produits végétaux de Madagascar qui s'est tenu vers la fin du mois de mars à l'hôtel Panorama Andrainarivo, Olivier Machiels, chargé de programme de l'Union européenne à Antananarivo, a fait savoir que des grains secs en milliers de tonnes, de la vanille, du litchi ont été rejetés par le marché européen au premier trimestre. La raison est simple, ces produits exportés par le pays manquent au respect de nouvelles réglementations dans l'UE. Il s'agit de dispositions qui empêchent l'entrée de produits contenant différentes séries de molécules présentes dans les pesticides comme les insecticides, herbicides ou fongicides, entre autres. En effet, ces derniers ne sont plus autorisés sur le marché européen. On peut par exemple citer le chlorpyrifos, le carbaryl et le phénitrothion. Ce responsable d'ajouter qu'il s'agit de mesures liées à la santé publique, car ces molécules touchent, par exemple, le système nerveux et ne sont donc pas recommandées pour la consommation humaine.

Inauguré le 9 avril à l'Institut Pasteur de Madagascar, le nouveau laboratoire de micropolluants devra permettre aux opérateurs économiques de s'aligner sur les nouvelles réglementations

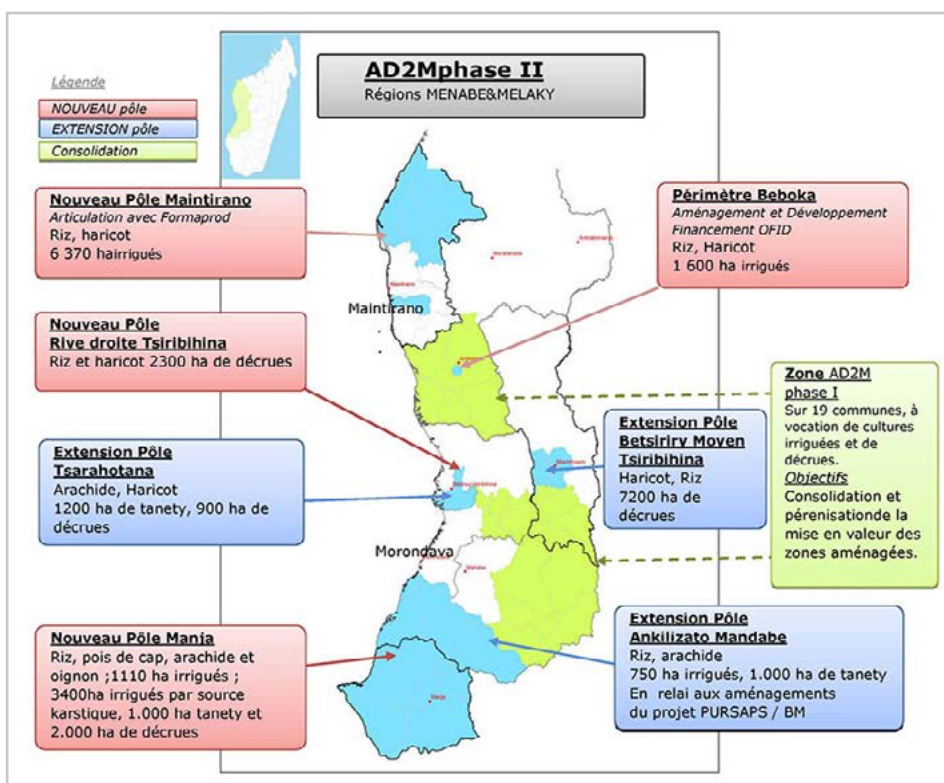
européennes pour les produits alimentaires. Les opérateurs ne seront plus obligés d'envoyer des échantillons à l'étranger pour analyser leurs produits agricoles et agroalimentaires. Il est maintenant légitime de penser que les exportateurs et les producteurs ne subiront plus de pertes suite à des refoulements ou d'éventuels retraits du circuit de distribution.

La Grande-Île dispose donc d'une solution de choix qui a été mise en place dans le laboratoire d'Hygiène des Aliments et de l'Environnement de l'Institut Pasteur de Madagascar (IPM). Le projet a été financé par l'initiative CASEF (Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière) sous l'égide du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, mais aussi du projet PROCOM ou Programme d'Appui à l'Emploi et à l'Intégration Régionale initié par l'Union européenne. Les pays importateurs devront ainsi accepter et reconnaître les résultats des analyses, car l'IPM disposera de l'accréditation requise dans le domaine. Pour les exportateurs, la production de produits plus ou moins bio est donc une véritable nécessité à partir de là.

Projet AD2M

L'AD2M, entre en jeu, dans les principales régions à fort potentiels de Madagascar. Entrant plutôt dans sa deuxième phase, il s'élargit et va toucher 47 communes de plus, réparties dans 7 districts. On parle ici de Maintirano et d'Antsahavola dans le Melaky; de Miandrivazo, Mahabo, Belo sur Tsiribihina, Morondava et Manja dans le Menabe.

Le projet est également sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche et est financé par le FIDA ou Fonds International de Développement Agricole. Le coût total s'élève à 56,8 millions USD selon les sources officielles. Il s'agit en fait d'un processus de concentration des investissements productifs et d'une approche d'appui au secteur agricole pour permettre un accès facilité des marchés dans les bassins de production prioritaire. En outre, l'AD2M qui s'étale sur une période de 7 ans vise aussi la promotion d'une agriculture paysanne plus performante et orientée vers le marché. Le projet cible en tout 342 000 bénéficiaires répartis dans 57 000 ménages.



FOCUS INTERNATIONAL

Données générales

Localisation : Washington D.C

Superficie : 9 833 517 km²

Population : 328,2 millions d'habitants (2019)

Villes principales : New-York, Los Angeles, Chicago, Houston

ÉTATS-UNIS



Données politiques



Président des Etats-Unis

Joe Biden



Ambassadeur des Etats-Unis à Madagascar

Michael P. Pelletier

Chargée d'affaires, Ambassade de Madagascar aux Etats-Unis

Amielle Marceda

Coopération

La coopération entre les Etats-Unis et Madagascar remonte à plus de 150 ans (1867). Les USA sont aujourd'hui le premier bailleur bilatéral de Madagascar.

Activités de développement à Madagascar

• 2021 / SÉCURITÉ

La France et les Etats-Unis sont en discussion afin de sécuriser les eaux malagasy en proie à des activités illicites.

• 2021 / GOUVERNANCE

Mise en place d'un projet de 4 millions USD financé par le Gouvernement américain pour renforcer les capacités de la Cour des Comptes de Madagascar et pour une meilleure gestion des fonds publics.

• 2020 / INFRASTRUCTURE

Dans le cadre du projet Rano Wash, l'USAID et le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène ont inauguré les systèmes d'adduction en eau potable dans le district de Brickaville.

• 2020 / ÉNERGIE

L'USAID et l'initiative Power Africa ont accordé une subvention d'1,2 millions USD à trois entreprises pour le développement de mini-réseaux, qui apporteront l'électricité dans des entreprises et foyers ruraux.

• 2019 / AGRICULTURE - SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Plusieurs projets mis en place par le Gouvernement américain afin de relever les défis que sont l'amélioration des pratiques agricoles ou encore la nutrition au niveau national (Programmes Farmer to Farmer, Asotry, partenariat agricole avec Peace Cops Madagascar...)

NB : 2021 - Présentation par l'USAID de sa nouvelle stratégie quinquennale pour les activités de développement à Madagascar qui s'articulera notamment autour de trois objectifs : « amélioration des capacités humaines, de la redevabilité du gouvernement et un renforcement des opportunités économiques durables »

Projets notables

- Alliance SAVAN : Partenariat entre le géant américain de l'agroalimentaire ADM (Archer Daniels Midland Company) et l'association Sahanala, qui permet de mettre en avant la vanille de Madagascar sur le marché mondial et de soutenir le développement durable.

N.B : S'agissant des exportations malagasy vers les Etats-Unis, celles-ci ont fortement progressé depuis la réintégration de Madagascar dans l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) en 2014.

Pourquoi investir ?

- 6^{ème} sur 190, dans le classement relatif au climat des affaires Doing Business 2020 de la Banque Mondiale.
- AGOA
- Il y a une **forte protection des investisseurs étrangers**. En cas de désaccord entre des parties faisant affaire, deux organismes peuvent aider : la *Cour Internationale d'Arbitrage de la Chambre Internationale de Commerce* ainsi que le *Centre International pour le règlement des disputes d'investissements*.
- Des **aides sont accessibles** au niveau fédéral (du pays) ou au niveau de chaque Etat, prenant la forme de subventions, prêts, crédit d'impôt ...
- Se renseigner auprès de ces agences : l'EDA (Economic Development Administration) et le SBA (Small Business Administration).

Pour de plus amples informations, vous trouverez **ici**, le guide de l'investisseur aux USA fait par Hogan Lovells.

Secteurs porteurs :

- Technologies environnementales, énergies renouvelables
- L'industrie agroalimentaire dont le besoin de miel qui a été émis officiellement
- Biotechnologie

Pour de plus amples informations, vous trouverez **ici**, les appels d'offre du Gouvernement Américain

Personnes clés potentielles / Sources terrain

- Secrétaire Exécutive AMCHAM Madagascar : Lalaina RAKOTOARISON
- Président USAID Madagascar : John DUNLOP
- Directeur de l'Agribusiness au Min. de l'Agriculture, l'Elevage et la Pêche : Marina RAKOTONIAINA
- Directrice de l'Expansion Economique, Min. des Affaires Etrangères : Rafaravavitaika RASATA

LE PEM AU CENTRE DES ATTENTIONS POUR LE DOCUMENT STRATÉGIQUE-PAYS 2022 - 2026

Miangola Ramanoelina | communication@ccifm.mg

Dans le cadre du partenariat de Madagascar avec le Groupe de la Banque Africaine de Développement ou BAD, le Document stratégique-pays (DSP) pour la période 2022 à 2026 est en cours d'élaboration. Pour les deux parties, les discussions ont ainsi été engagées afin d'évaluer leur partenariat, mais surtout pour établir le nouveau document qui couvrira un nouveau quinquennat. Une visioconférence s'est tenue entre elle et le gouvernement malgache entre le 17 et le 26 mars. Des consultations ont été ainsi faites pour préparer la note de diagnostic-pays, le rapport à l'issue du DSP 2017-2021 et enfin, la mise en œuvre du DSP qui concerne la période 2022-2026.

L'institution financière africaine, conduite par Adam Amoumoun, Directeur du bureau-pays de la BAD à Madagascar, a indiqué que les membres de la mission ont réalisé des échanges avec différents acteurs. On compte ainsi des représentants de la présidence de la République malgache, du ministère de l'Économie et des Finances, de la primature, des ministères de différents secteurs, des acteurs de la société civile ainsi que du privé, et des partenaires liés au développement du pays et des institutions étatiques clés. À cette occasion, Adam Amoumoun a réitéré que l'engagement de la BAD dans l'appui aux autorités malgaches dans le cadre du PEM est bien d'actualité.

Pour une relance rapide

On sait ainsi que tous les participants de la conférence vidéo ont demandé, voire insisté à ce que le DSP 2022-2026 s'inscrive dans la mise en œuvre du Plan d'Emergence de Madagascar. L'accent a été mis sur l'éventualité d'une relance économique rapide et efficace de la Grande-Île. L'objectif est de positionner le pays sur une croissance forte, mais aussi partagée. Richard Randriamandranto, autant



Richard Randriamandranto, Ministre de l'Économie et des Finances, Gouverneur de la BAD pour Madagascar (Source : BAD, 2019)

ministre des Finances que gouverneur de la BAD dans le pays, a tenu à saluer les efforts de la Banque africaine. En effet, à la date du 1er mars, la stratégie mise en place par la BAD a permis le financement de 19 projets publics. Le portefeuille de 567.15 millions USD a couvert des opérations en termes d'infrastructures de transport (24,2%), d'agriculture (25,6%), d'industrialisation (8,1%) et d'énergie (33,1%) à Madagascar.

Richard Randriamandranto n'a également pas oublié d'appeler la BAD à continuer dans son initiative de capitaliser les avantages qu'elle a perçue au niveau du DSP 2022-2026. Pour ce qui est des partenaires de développement, ces derniers ont souligné la qualité de la collaboration permettant l'usage en bonne et due forme des ressources concessionnelles fournies par la BAD. La mobilisation des co-financements et la mise en place des projets ont été facilitées.

Des impacts considérables

Le DSP 2017-2021 a été aligné avec

le Plan National de Développement (PND) de l'ancien régime. L'objectif était d'optimiser les tendances de croissances économiques, mais modérées, de 2014 à 2016 (3,5 % du PIB en moyenne). En 2016 principalement, le taux de croissance par rapport au PIB était encourageant, car était de 4,5 % contre 3,1 % en 2015. La BAD appuyait ainsi ces efforts de Madagascar avec le dernier DSP, notamment au niveau de deux axes : le développement des infrastructures liées à l'énergie et au transport ainsi qu'au soutien à la transformation de l'agriculture et au développement industriel.

Si l'on croit la BAD, et même si la pandémie de COVID-19 a apporté un contexte difficile, la stratégie a permis la réalisation de progrès significatifs dans plusieurs domaines prévus, surtout dans le secteur des transports, de l'agriculture et de l'énergie. Avec le nouveau Document stratégique-pays, la coopération des deux parties continue, mais s'axe maintenant sur le Plan d'Emergence de Madagascar pour une nette relance et un essor économique effectif du pays.

VERS L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DU CONTINENT

Miangola Ramanoelina | communication@ccifm.mg

Ratifiée par 34 pays, la Zone de libre-échange économique continentale africaine (ZLECAf) est entrée en vigueur le 1er janvier 2021. Ce marché unique, évalué à environ 3,4 milliards USD supprimera progressivement jusqu'à 90% des taxes douanières sur le commerce intra-africain. Il s'agit de la plus grande zone de libre-échange depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce.



Un des panel de discussion avant la signature de la ZLECAf en mars 2018 à Kigali, Rwanda (Source : Paul Kagame, 2018)

Pour le secteur privé, la ZLECAf est une opportunité de s'ouvrir à 1,5 milliards de consommateurs. En effet, 90% des entreprises africaines sont des PME.

Les taxes douanières, le coût élevé du transport et la complexité des procédures, entre autres, constituent alors un blocage à leur participation au commerce transfrontalier. Ce qui explique le fait que les échanges commerciaux entre pays africains ne représentent que 16% du total du commerce régional. Pourtant, ce chiffre atteint les 53% en Asie et, en Europe, il dépasse même les 70%.

Par ailleurs, le secteur privé représente 80% de la production totale en Afrique. Deux tiers des investissements sur le continent proviennent également du privé. Le secteur est ainsi à la fois bénéficiaire et partie prenante de la ZLECAf. De plus, le PIB combiné du bloc économique africain est estimé à 3 000 milliards USD. L'intégration économique du continent pourrait alors sortir une dizaine de millions de personnes de la pauvreté d'ici 2035, selon la Banque mondiale.

Appuis pour le décollage

La ZLECAf bénéficie de l'aide des institutions de finances et des Nations-Unies pour un meilleur décollage. La Banque africaine de développement (BAD) a fait don de 5 millions USD pour la mise en place du secrétariat permanent de la zone de libre-échange. Plus récemment, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a mis à disposition de la ZLECAf une subvention de 3 millions USD. Premier investisseur en termes d'infrastructures en Afrique, la Chine a aussi déclaré son soutien à la ZLECAf, en novembre 2020. Selon le ministre chinois des Affaires

étrangères, Wang Yi, cet appui prendra la forme d'aides financières et de formations pour renforcer la capacité du Secrétariat général. Les infrastructures construites en Afrique de l'Est et du Nord, à travers l'initiative "Belt and Road" de la Chine, sont également une opportunité pour la promotion du commerce intra-africain.

Guide pour les produits agricoles

Le 15 avril, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié le [Plan-cadre d'intensification du commerce intra-africain de produits et services agricoles](#). Ce guide entend stimuler le commerce des produits agricoles au sein de la ZLECAf. Cela car l'Afrique est trop dépendante des chaînes d'approvisionnement mondiales, selon Wamkele Mene, secrétaire général de la ZLECAf. Le continent importe en effet près de 80 milliards USD de produits agricoles et alimentaires. Le commerce intra-africain de ces produits, quant à lui, atteint à peine 20% du montant des importations.

Pour Wamkele Mene, ce plan-cadre devrait ainsi aboutir à la transformation des systèmes alimentaires en des chaînes de valeur plus efficaces, pérennes et intégratrices. Cela car, en plus d'être un levier de la relance post-covid de l'Afrique, la ZLECAf est aussi un outil pour atteindre l'Agenda 2063 des Objectifs du Développement Durable et de l'Union Africaine. Pour sa part, Madagascar prépare sa ratification de l'accord. Toutefois, selon le Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, Lantsoa Rakotomalala, la priorité pour la Grande Île est aujourd'hui de répondre à la demande du marché local qui rassemble 26 millions de consommateurs.

NOUVELLES DE NOS MEMBRES



CMA CGM lance la 1^{ère} offre de service maritime bas carbone en faisant le choix du biométhane

- **Avec le biométhane, une énergie non fossile, CMA CGM introduit une nouvelle solution immédiatement disponible et franchit une nouvelle étape vers la neutralité carbone.**
- **12 000 tonnes de biométhane, l'équivalent de deux navires de 1 400 EVP propulsés au gaz naturel liquéfié sur un service intra-européen sur une année.**
- **Une offre inédite du Groupe CMA CGM au service de ses clients permettant de réduire d'au moins 67% (*well to wake*) les émissions de CO₂.**

Devant le Global Compact des Nations Unies, et à l'occasion du premier échange de haut niveau préparatoire à la COP 26, Rodolphe Saadé, Président Directeur Général du Groupe CMA CGM, un leader mondial du transport maritime et de la logistique, a proposé des solutions immédiatement applicables pour atteindre progressivement l'objectif de neutralité carbone que le Groupe s'est fixé d'ici 2050.

Le biométhane, énergie non fossile et nouvelle étape pour atteindre la neutralité carbone

Le Groupe CMA CGM franchit une étape supplémentaire sur sa trajectoire de neutralité carbone en 2050 en soutenant la production de 12 000 tonnes de biométhane (équivalent à un an de consommation de deux navires de 1 400 EVP), un gaz vert renouvelable produit entre autres à partir de déchets d'origine organique et végétale issus d'exploitations agricoles européennes et valorisés au sein d'unités de méthanisation. Cette source d'énergie constitue un exemple vertueux d'économie circulaire et un soutien fort à la filière agricole.

En soutenant la filière de production de biométhane, CMA CGM accélère son engagement en faveur de la transition énergétique du transport maritime. CMA CGM souhaite aller plus loin dans le développement de cette filière en investissant dans des unités de production de biométhane et en étudiant la faisabilité des process de liquéfaction pour un usage du biométhane comme carburant marin.

Le Groupe a réduit ses émissions globales de CO₂ de 4% en 2020 après les avoir réduites de 6% en 2019. Depuis 2008, le Groupe a réduit ses émissions de CO₂ de 49% par conteneur transporté par kilomètre.

Du biométhane pour l'équivalent d'un service maritime

12 000 tonnes de biométhane correspondent à l'équivalent de deux navires de 1 400 EVP propulsés au gaz naturel liquéfié sur le service Balt3 dans le Nord de l'Europe entre Saint-Petersbourg et Rotterdam, pendant un an, en garanties d'origine biométhane.

La solution du biométhane en garantie d'origine combinée avec la technologie dual fuel de moteur au gaz développée par CMA CGM permet de réduire d'au moins 67% les émissions de gaz à effet de serre (incluant le CO₂) en *well to wake* (la chaîne de valeur complète). La mesure affectée en *tank to wake* (à l'échelle du navire) permet d'atteindre une réduction de 88% des émissions de Gaz à effet de serre (incluant le CO₂).

Une offre bas carbone inédite du Groupe CMA GM au service de ses clients

Dès le mois de mai 2021, les clients du Groupe pourront ainsi choisir d'utiliser le biométhane, permettant une réduction forte de l'impact environnemental pour le transport de leurs marchandises à travers la gamme Act With CMA CGM +.

ACT with CMA CGM+ propose une offre complète de services conçus pour permettre à ses clients d'analyser, réduire et compenser leur impact environnemental. CMA CGM continuera à intégrer les dernières avancées technologiques pour répondre aux besoins de ses clients.

CMA CGM, un engagement constant et concret pour la transition énergétique

Le Groupe CMA CGM tire parti des meilleures technologies disponibles pour accélérer la transition énergétique dans le secteur du transport maritime et de la logistique. À l'heure actuelle, le GNL est la meilleure solution, immédiatement disponible, pour réduire l'empreinte carbone du transport maritime et préserver la qualité de l'air. Ce carburant permet d'abaisser de 99 % les émissions de dioxyde de soufre, de 91 % les émissions de particules fines et de 92 % les émissions de dioxyde d'azote, bien au-delà des normes réglementaires actuelles. D'ici 2022, 32 navires du Groupe seront propulsés au GNL.

Le Groupe CMA CGM investit massivement en recherche et développement avec ses partenaires industriels afin de trouver les énergies de demain permettant des impacts positifs sur l'empreinte carbone de nos clients au service de la protection de l'environnement.

A cette occasion, **Rodolphe Saadé, Président Directeur Général du Groupe CMA CGM**, déclare : « Une nouvelle étape est franchie avec le lancement de la première offre de service maritime bas carbone reposant sur le biométhane. Nous savons que la route est encore longue pour tenir les engagements de l'Accord de Paris. Atteindre ces objectifs ne repose pas sur une seule solution mais sur un ensemble d'initiatives et de nouvelles technologies complémentaires les unes des autres ».

À propos de CMA CGM

Le Groupe CMA CGM, dirigé par Rodolphe Saadé, est un leader mondial du transport maritime et de la logistique.

Ses 566 navires desservent plus de 420 ports dans le monde, sur les 5 continents. En 2020, ils ont transporté près de 21 millions de conteneurs EVP (Équivalent Vingt Pieds). CEVA Logistics, acteur mondial de la logistique, transporte chaque année 400 000 tonnes de fret aérien et 2,8 millions de tonnes de fret terrestre.

CMA CGM innove constamment pour proposer à ses clients de nouvelles solutions maritimes, terrestres et logistiques.

Présent sur l'ensemble des continents et dans 160 pays via son réseau de 755 bureaux et 750 entrepôts, le groupe emploie plus de 110 000 personnes dans le monde et 2 400 à Marseille où est situé son siège social.

Retrouvez le Groupe CMA CGM sur



Opportunités d'affaires



Poivre vert



Une société agroalimentaire (grossiste) en Belgique cherche à acheter du poivre vert en boîtes de 3 litres.

Vêtements sur mesure



Une société française cherche un partenariat avec des sociétés de confection, couturières, artisans qui peuvent fournir des vêtements sur mesure (t-shirt, sweat, hoodie)

Support informatique



Une société française cherche une entreprise malgache pour assurer un support informatique de premier niveau en français pour un éditeur de logiciels d'e-commerce.

Pierres naturelles



Une société française cherche des fournisseurs/grossistes ou directement des usines de pierres naturelles de lithothérapie à Madagascar (labradorite, du quartz rose, tourmaline, gabbro, cornaline, moqui, cornaline, etc).

Produits frais, surgelés ou en conserve, épices, céréales



Une société mahoraise cherche des fournisseurs de produits frais (laitier), surgelés (légumes, poissons, poulets ...), épicerie et conserves, céréales

DOSSIER

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

« BEAUCOUP DE CHEMIN RESTE À FAIRE POUR LA DYNAMISATION DES TIC À MADAGASCAR »

Miangola Ramanoelina | communication@ccifm.mg

La pandémie a entraîné une transformation digitale des entreprises. L'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) est devenue incontournable pour maintenir les activités. Jean-Luc Rajaona, président du Groupement des Opérateurs des Technologies de l'Information et de la Communication (GOTICOM), décrit la situation actuelle du secteur TIC à travers cette interview.

La Covid-19 a forcé une digitalisation des activités et services. Où en est-on à Madagascar aujourd'hui avec la vulgarisation des TIC ?

Le télétravail a engendré cette marche forcée vers la digitalisation. Malgré une période de flottement allant d'une à trois semaines, les entreprises opérant dans le service s'en sont plutôt bien sorties. En effet, ils ont pu équiper leurs salariés avec les matériels nécessaires. Ce qui a, en conséquence, amélioré la couverture en matière de TIC. Néanmoins, force est de constater que nous sommes encore très loin du compte. Avec des prix qui ne sont pas à la portée de tout un chacun, l'accès au TIC est aujourd'hui réservé à une minorité. Les TPE et l'informel, par exemple, n'ont pas pu basculer en télétravail aussi aisément que les grandes entreprises.

Beaucoup d'entreprises ont dû mettre la clé sous la porte à cause de la crise sanitaire mais le secteur des TIC semble y avoir résisté. Pensez-vous que cette résilience du secteur, et son attractivité en termes d'investissements donc, pourrait limiter la fuite de compétences en matière de TIC ?

Pour le moment, la fuite de cerveau est limitée par le besoin local en compétences mais également la fermeture des frontières. Sur le long terme, la résilience du secteur TIC n'empêchera pas le tiers des 600 à 800 ingénieurs informatiques de bon niveau formés à quitter le pays tous les ans. Les avantages offerts par les pays qui favorisent l'arrivée des techniciens supérieurs, comme la France, Maurice ou Canada, reste toujours plus alléchant. De ce fait, des discussions entre les Etats devraient prendre place pour régler la fuite de compétences. Par ailleurs, si ces pays-là font des pieds et des mains pour attirer les ingénieurs informaticiens chez eux, le gouvernement malgache devrait faire pareil pour les garder. Les sortants des écoles malgaches sont compétitifs et compétents, d'où l'intérêt des boîtes étrangères à les engager.

Aussi, le secteur privé se trouve pénalisé par le départ massif des ingénieurs informatiques. Pour pallier le manque de techniciens supérieurs en TIC, il est alors indispensable de former plus. C'est dans cette optique que l'Ecole Supérieure des Technologies de l'Information (ESTI) a été créée. En formant entre 2 000 et 4 000 ingénieurs compétents par an, le nombre d'entre eux qui partiront ne sera pas aussi conséquent et amoindrira la fuite de cerveaux.

D'ailleurs, il existe aujourd'hui beaucoup plus de formations, moins onéreuses même, en TIC. Quelles



Jean-Luc RAJAONA, Président de GOTICOM

sont les défis à relever au niveau de la formation des techniciens ?

Le plus grand défi concernant la formation des ingénieurs informatiques est la capacité des écoles à s'investir. Il est essentiel de suivre les standards internationaux mais aussi l'évolution des technologies. Nous parlons aujourd'hui d'intelligence artificielle, de big data et d'objets connectés. En intégrant ces éléments plus tôt dans leurs cursus, les écoles pourront préparer des techniciens supérieurs sur un cycle de quatre ou cinq ans pour la sous-traitance à Madagascar d'opérations internationales.

Avec l'installation des bornes Wi-Fi dans la Grande Île par le Ministère des Postes, des Télécommunications et du Développement Numérique, quelles sont les opportunités pour les ingénieurs en TIC et les entreprises ?

Avec seulement 5% de la population utilisant Internet fixe et 30 à 35% utilisant Internet de manière sporadique, en prépayé sur leurs smartphones, cette initiative du ministère est louable et encouragée. L'augmentation de la couverture Internet, notamment dans les grandes villes, permettra le développement d'applications pour les Malgaches. Nous pourrions, par exemple, parler de « E-gouvernance », dans le sens où des services administratifs grand public peuvent être disponibles à travers des applications. Cela permettra éventuellement aussi à des start-ups de devenir des licornes (entreprises qui valent un milliard de dollars en bourse).

Cependant, l'accès à Internet reste un grand défi. Le prix de la connexion est encore très élevé comparée à d'autres pays : le coût de la fibre optique est supérieur au SMIC. Si les grandes villes commencent à bénéficier d'un meilleur accès, les zones rurales sont doublement pénalisées. En plus d'un coût élevé, elles ne jouissent pas non plus d'une bonne qualité de connexion. Il faut pourtant démocratiser jusqu'à 70% l'accès à Internet pour une dynamiser la création et l'utilisation massive d'applications, sinon tout reste un coup dans l'eau.

En termes de législation, que faudrait-il amender pour l'essor du secteur des TIC ?

Il nous faudrait carrément une nouvelle réglementation, car la dernière date de 2005 et depuis, il y a eu beaucoup d'évolution au sein du secteur. Cette nouvelle loi devrait appuyer la dynamisation des TIC à travers une stratégie claire. Elle devrait également donner à l'autorité régulatrice une autonomie pour qu'elle ait une capacité stratégique durable sans l'intervention du gouvernement.

E-COMMERCE

BOOSTÉ PAR LA PANDÉMIE MAIS ACCUSE DU RETARD

Miangola Ramanoelina | communication@ccifm.mg

La COVID-19 a changé les habitudes de consommation dans le monde et a, par conséquent, remodelé le commerce. Alors que l'économie était au ralenti, le commerce électronique a connu un essor majeur, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Madagascar a également connu ce boom de l'e-commerce.

Bien avant la pandémie, la CCI Antananarivo rapportait que 20% des entreprises opérant à Madagascar utilisaient déjà le commerce électronique pour leurs activités. D'ailleurs, la loi sur le commerce électronique a été adoptée en 2014. Cependant, malgré la mise en place d'un cadre réglementaire, le secteur peine à se développer. D'où l'appel à la CNUCED, en 2018, pour évaluer l'état de la préparation de Madagascar à l'e-commerce.

Avec les restrictions des mouvements, il y a eu une explosion du commerce électronique et des services de livraisons pendant le confinement. La vente sur Facebook a été notamment celle qui a connu le plus de croissance, l'accès au réseau social étant le moins cher sur la Grande Île. Bien que l'e-commerce se soit développé en 2020, les recommandations de la CNUCED en 2018 restent pertinentes: promouvoir l'Internet à un prix compétitif et faciliter les transactions électroniques.

Des solutions formelles

Face à cette expansion du commerce électronique, le mode de paiement est également en évolution sur la Grande Île. Aujourd'hui les banques commerciales font l'effort de formaliser les achats en ligne à travers leurs services. La BNI a, par exemple, lancé BNI P@y, la première plateforme d'e-paiement à Madagascar. Benoit Sarraute, Directeur Général Adjoint Marché Entreprises et Institutionnels

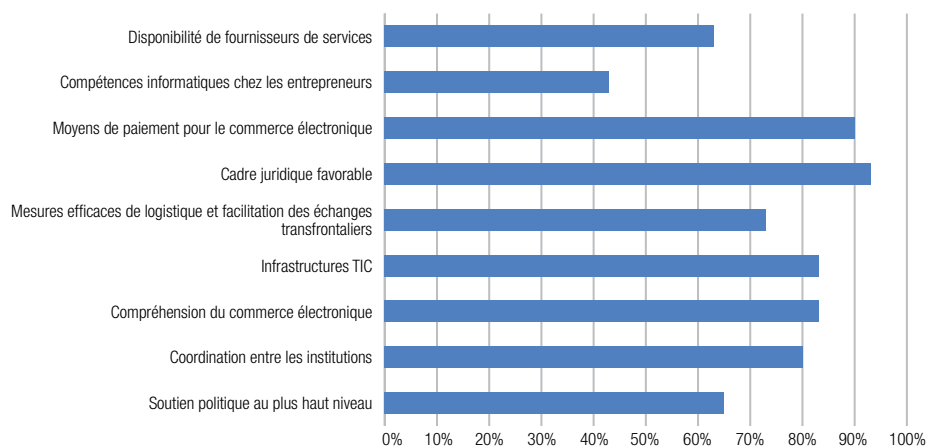
de la banque a affirmé que la mise en place de cette plateforme était un moyen de bancariser les acteurs économiques et les encourager à entrer dans le formel.

Par ailleurs, le mobile banking connaît aussi un développement. S'il reste un moyen de paiement encore assez informel, il est un levier important de l'inclusion financière, notamment en milieu rural. D'ailleurs, opérateurs téléphoniques et banques collaborent afin de permettre les opérations bancaires à travers les mobile money. Aussi, il est aujourd'hui possible d'effectuer des transactions à l'international via Orange Money et MVola.

Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, quant à lui, a mis en place avec l'ONUDI la plateforme harenantsika.com. Elle est destinée aux artisans malgaches pour

les aider à maintenir leurs activités tant au niveau local qu'international. La plateforme propose des produits variés : agroalimentaire, mode, cosmétique, immobilier et décoration. Toutes les transactions se font via Vanilla Pay, une solution de paiement en ligne.

Toutefois, malgré le développement des moyens de paiement pour des transactions électroniques, le cadre juridique et réglementaire reste un autre facteur crucial au développement de l'e-commerce. En effet, bien que les lois portant sur l'e-commerce, dont la Loi 2014-025, ont été adoptées, elles ne sont jamais entrées en vigueur. Pour le secteur privé, le cadre réglementaire, les moyens de paiement et les infrastructures sont indispensables à la croissance du commerce électronique à Madagascar.



Facteurs propices au développement du commerce électronique du point de vue du secteur privé (Source: CNUCED, 2018)

3 QUESTIONS À...

FRANÇOIS VARNIER, CEO EZWAY TECHNOLOGY

Miangola Ramanoelina | communication@ccifm.mg

Je suis un développeur en informatique à la base, passionné depuis presque 20 ans. J'ai commencé sur les premiers PC à monter des cartes mères. Après avoir passé presque 15 ans dans des sociétés du CAC 40 dans les services informatiques, le goût de l'entrepreneuriat m'a rattrapé surtout à l'aube des 40 ans où l'on a envie de renouveau et de challenge.

J'ai commencé en tant que freelance, avec le temps et le nombre de clients travaillant avec moi, j'ai commencé à proposer des services adaptés pour les PME (petites et moyennes entreprises). Mon entreprise propose une formule adaptée pour les entreprises de tailles moyennes pour répondre à leurs besoins de développement de leurs systèmes informatiques avec la contrainte de prix.

Le cœur de mon entreprise c'est de fournir la prestation de services sur la maintenance, l'infogérance et la mise à jour d'applications et d'avoir une stratégie de vous payer uniquement ce que vous consommez comme service chez nous, un peu de la même façon que quand vous utilisez un forfait prépayé mobile.

Vous vous êtes récemment installé à Madagascar. Pourquoi avoir choisi d'investir dans la Grande Île ?

Ce que je propose aux clients français c'est une garantie d'avoir des prix compétitifs avec la qualité. Par rapport aux marchés des sociétés offshore nearshore, il me fallait une maîtrise parfaite de la langue française, peu de décalage horaire, et un marché non saturé : Madagascar fut la candidate idéale reconnue par ses brillantes universités et son réseau télécom en plein développement permettant de réunir tous ce qu'il faut pour proposer mes services.

Quels ont été les enjeux de votre implantation dans le pays en pleine pandémie ? Comment se porte votre activité aujourd'hui ?

Les enjeux sont de trouver des candidats ayant un bon niveau d'expertise, polyvalents et passionnés de technologies avec des salaires raisonnables pour rester



toujours compétitifs pour les clients français

Aujourd'hui mon activité est en pleine croissance car le ratio nombre d'employés x nombre de projets avec le facteur covid est juste à la bonne taille.

La Covid-19 ayant accéléré la numérisation des entreprises, quelles sont vos perspectives pour les prochaines années ?

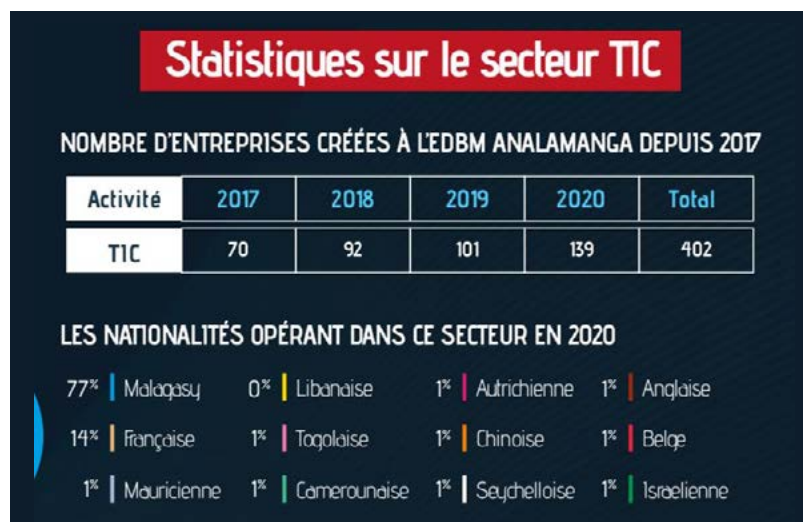
La Covid a en effet accélérer la numérisation, davantage d'entreprises sont prêtes à travailler en télétravail, mais il ne faut pas oublier que la crise a aussi contribué à faire diminuer les tarifs.

C'est là où mon entreprise à Madagascar permet de proposer une solution et des prix réalistes par rapport au contexte. D'ici les prochaines années il est certain que mes effectifs augmenteront mais ma stratégie ce n'est pas de faire de mon entreprise une multinationale car sinon les projets deviennent moins sélectifs et donc moins intéressants pour mes collaborateurs, or il ne faut pas oublier que les PME françaises aiment l'interactivité rapide, qu'on ne peut pas proposer quand il y a plusieurs centaines de salariés. D'autre part je tiens à ce que mes collaborateurs aient un travail qui les motive et les challenge au quotidien, je privilégie la polyvalence sur les missions ce qui évite la routine.

Par rapport à mes concurrents, les salaires sont au-dessus de la moyenne car c'est aussi un facteur important pour limiter le turn over. Et le plus important, même à distance une équipe à taille humaine permet de garder le lien pour communiquer directement et cela c'est primordial.



Entre janvier 2020 et janvier 2021, il y a eu 1,6 millions d'utilisateurs internet à Madagascar, soit une augmentation de 41,8%. Le taux de pénétration d'Internet est ainsi de 19,4% aujourd'hui. Pour ce qui est des connexions, 277 000 personnes ont arrêté d'utiliser les connexions mobiles. (Source : Data Reportal, 2021)



Source : EDBM, 2021

POUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Miangola Ramanoelina | communication@ccifm.mg

Depuis 2020, le Ministère des Postes, des Télécommunications et du Développement Numérique (MPTDN) a mené des actions pour le développement numérique sur la Grande Île. Sur les 50 communes rurales prévues, 33 ont vu la construction d'un Smart Village. Ces infrastructures de 100 m² permettent aux habitants d'avoir accès aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et de jouir des services de la Paositra Malagasy. L'installation des Smart Village est la première étape d'un plus grand projet : les Smart City.

« Rendre les villages plus intelligents veut dire apporter une connectivité adéquate aux zones rurales », a déclaré Andriamanohisoa Ramaherijaona, ministre des Postes, des Télécommunications et du développement numérique. En transformant des villages en villes intelligentes, l'accès aux TIC couvrira en effet rapidement le territoire national. La digitalisation de l'administration et l'e-gouvernance seront dès lors effectives.

Très utilisé en milieu rural, le mobile banking sera un des éléments clés pour cette mutation des procédés traditionnels. Pour les zones urbaines, les Smart City prennent un caractère de villes du futur où les TIC font partie intégrante du quotidien.



Meilleure performance économique

Les villes intelligentes cherchent à améliorer la qualité de vie des populations en boostant la croissance. Les Zones d'Emergence Economique (ZEE) telles que la Textile City à Moramanga, sont donc prioritaires par ce projet numérique. La première phase d'implantation des Smart City touchera ainsi les régions Analamanga, Itasy, Boeny, Atsinanana, Atsimo-Andrefana et Vakinankaratra.

Divers partenariats ont été initiés dans le cadre de la réalisation du projet. À l'instar de celui avec la Chine pour la mise en place de centres de gestion de données. Toutefois, les « partenariats public-privé » restent à consolider pour un réel développement inclusif des TIC.



Fondée en 2006, l'Autorité de Régulation des Technologies de Communication (ARTEC) est l'entité qui encadre le secteur TIC à Madagascar. Elle remplace l'Office Malagasy d'Etudes et de Régulation des Télécommunications (OMERT). Sa mission est, entre autres, d'étudier et de soumettre les propositions pour le cadre juridique et économique des TIC. L'ARTEC assure également l'harmonisation entre les différents domaines impliqués dans les télécommunications et TIC et de l'E-gouvernance.

<http://www.artec.mg>

INTERNET 5G

MOTEUR ESSENTIEL DE LA SOCIÉTÉ D'INFORMATION

Miangola Ramanoelina | communication@ccifm.mg

« Premier pays africain à bénéficier de la nouvelle génération de connectivité mobile ». En juillet dernier, Telma a lancé en partenariat avec Ericsson la 5G à Madagascar avec ce slogan. Célébrée en grande pompe, l'initiative est toutefois suspendue par l'ARTEC. Le régulateur des télécommunications a en effet déclaré que Telma n'avait pas encore l'autorisation de commercialiser le service 5G, étant encore en phase d'expérimentation. Pour un pays où le taux de pénétration en 3G et 4G est seulement de 13,8% en 2018, la 5G semble être une utopie. Cependant, avec la hausse de 41,8% des utilisateurs Internet rapportée par Data Reportal cette année, le taux de pénétration en 3G et 4G sur la Grande Île atteindrait 31% d'ici 2023, selon le cabinet Ernst & Young (EY). De plus, bien que l'utilisation d'Internet semble faible au niveau

de la population, les entreprises, elles, utilisent régulièrement Internet, particulièrement celles qui opèrent dans l'offshore/la BPO. Ces dernières sont d'ailleurs restées résilientes face à la Covid-19.

Tenant compte de cette situation, Nora Wahby, vice-présidente et responsable d'Ericsson Afrique de l'Ouest et Maroc, confirme que la 5G fait partie intégrante de la croissance économique de Madagascar, les réseaux mobiles étant crucial pour la Grande île pour sa compétitivité sur la scène mondiale. L'explosion des startups, utilisateurs massifs d'Internet mobile, est de surcroît une raison pour lancer une meilleure connectivité. La scène internationale ne prévoyait toutefois l'arrivée de la 5G en Afrique qu'en 2025. Toutefois, le Togo et les Seychelles ont déjà lancé leurs réseaux haut débits en 2020.



L'ALTERNANCE POUR PALLIER LE MANQUE D'INGÉNIEURS

Il est absurde de prétendre à un quelconque développement durable sans investir dans l'éducation. Considérée comme garant de l'harmonie d'une société en perpétuelle mutation et marquée par une forte présence du numérique, l'éducation se conjugue avec l'observation de certaines valeurs et la recherche permanente d'innovations. L'économie numérique exigera des compétences nouvelles et diversifiées, créatrices de valeurs ajoutées, qui contribueront à l'émergence de nouveaux métiers et répondront aux attentes des entreprises en matière de technologie numérique.

C'est dans cette optique que l'ESTI a été créée en adoptant le modèle pédagogique par alternance. Il s'agit d'abord d'enseigner le supérieur en donnant aux jeunes les connaissances et les expériences novatrices favorisant l'initiative et la créativité. Cela consiste également en une mise en pratique quasi-simultanée des nouvelles connaissances au bénéfice de l'entreprise. L'alternance est aussi un excellent moyen pour une entrée progressive des futurs diplômés dans le milieu professionnel et ce, par une participation active et responsable à la vie de l'entreprise.

Notre réussite, nous la devons à la confiance que nous portent nos étudiants, les entreprises et nos partenaires ainsi qu'à celle que nous leur portons. Notre mission est de faire de nos jeunes des responsables, images de l'excellence, affirmés dans leur personnalité, disposés à apprendre et à servir.

— **Franck RAZAFINDRABE**, Directeur général de l'Ecole supérieure des technologies de l'information (ESTI)

ARKEUP ACADEMY OCÉAN INDIEN

LEADER DES FORMATIONS D'EXPERTISE IT

Prestataire de formation dédié au domaine de l'IT, ArkeUp Academy Océan Indien reste conscient de l'ampleur que prennent les nouvelles technologies dans la vie des entreprises depuis ces dernières décennies. Ainsi, en tant que centre de formation spécialisé dans l'appui aux entreprises pour la formation et la montée en compétence de leurs collaborateurs dans le domaine de la digitalisation et de l'intelligence artificielle, nous proposons un large panel de formations pour les entreprises, se rapportant aux diverses activités de chaque direction.

Nos programmes peuvent toucher aussi bien les opérationnels que les cadres dirigeants, en prenant soin d'assurer une qualité optimale de nos formations. Grâce à notre large réseau de formateurs, tant en interne qu'en externe, voire mondial, nous sommes en mesure de proposer des formations qui aboutissent à des certifications internationales pour certains de nos cursus.

Aujourd'hui, nos formations phares sont réparties en 5 catégories, permettant aux apprenants de choisir le cursus qui leur convient le mieux en termes de durée et de débouché, à savoir :

- Les formations longue durée
- Les formations courte durée
- Les formations sur mesure
- Les ateliers coaching
- Les conférences payantes



ArkeUp
academy

Océan Indien

Ces cursus se déclinent en plusieurs domaines de formation, tels que l'administration réseau, la sécurité du réseau et des données, le big data et l'analyse des données, l'internet des objets, le marketing digital, les langages de programmation, les métiers du designer, la méthode Agile, et bien d'autres encore.

En outre, nos programmes ne sont pas figés, car nous restons à l'écoute des besoins de chaque entreprise et faisons en sorte de monter des cursus sur mesure pour qu'ils s'accordent parfaitement à leurs attentes.

ArkeUp Academy Océan Indien garde ses portes ouvertes dans l'enceinte Aquamad Anosivavaka pour vous accueillir et vous fournir les informations complémentaires dont vous avez besoin sur les formations qui pourraient vous intéresser. Vous pouvez également nous joindre directement par téléphone au 034 69 220 03 / 034 35 888 53 pour une prise de rendez-vous ou pour toute demande de renseignements.



INDICATEURS ÉCONOMIQUES MADAGASCAR

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
PIB (Source: INSTAT, Loi des finances, Banque Mondiale)										
PIB (Milliards Ariary)	20 034	21 774	23 397	25 775	28 585	32 117	35 692	40 409	53 560	nc
Déflateur du PIB ou inflation (%)	8,2	5,5	5	6,6	6,7	9	5	7,5	5,45	nc
Croissance du PIB déflaté (%)	1,5	3	2,3	3,3	3,2	4,1	4,2	5,2	nc	nc
PIB par habitant (USD)	454,96	443,91	461,72	452,46	401,86	401,32	nc	424	537	503

Aide Publique au Développement (Source: Primature AMP)										
Décaissements effectifs (Millions EUR)	333	327	378	507	587	557	594	606	696	370

Parité moyenne annuelle (Source : BFM)										
Euro/Ariary	2 815	2 822	2 921	3 202	3 254	3 509	3 512	3 747	nc	nc

Commerce international (Source : Douane malgache)										
Exportations (Millions EUR)	1 060	1 208	1 438	1 652	1 842	1 960	2 368	2 517	2 059,56	1 177,36
Importations en (Millions EUR)	2 100	2 450	2 496	2 469	2 575	2 399	3 100	3 276	2 994,70	1 946,07
Balance commerciale (Millions EUR)	-1 040	-1 242	-1 058	-817	-732	-439	-732	-759	-935,14	-768,71

Principaux pays clients de Madagascar										
France (%)	nc	nc	25,40%	23,50%	20,20%	23,80%	22,50%	nc	nc	nc
En valeur (millier d'euro)	nc	nc		378 822	401 706	474 459	620 142	627 037	562 714	436 661
Etats unis (%)	nc	nc	7,80%	8,30%	10,80%	13,00%	18,80%	nc	nc	nc
Allemagne (%)	nc	nc	5,60%	4,40%	5,80%	8,40%	7,30%	nc	nc	nc
Chine (%)	nc	nc	7,10%	4,50%	6,60%	6,40%	6,30%	nc	nc	nc

Principaux pays fournisseurs de Madagascar (hors pays producteurs de pétrole)										
Chine	nc	nc	14,80%	15,30%	18,20%	21,30%	20,70%	nc	nc	nc
France	nc	nc	5,90%	6,10%	6,20%	6,90%	6,70%	nc	nc	nc
En valeur (millier d'euro)				290 946	325 146	321 294	353 565	370 802	377 990	282 233
Inde	nc	nc	5,50%	6,20%	6,10%	6,50%	7,40%	nc	nc	nc
Afrique du Sud	nc	nc	5,40%	4,60%	4,70%	5,00%	5,20%	nc	nc	nc

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Immatriculations véhicules (Source : INSTAT)										
Immatriculations véhicules Tanà TOTAL	17 259	18 287	17 715	15 632	15 145	13 930	13 267	10 749	15 014	8 365
dont voitures neuves	2 435	2 525	2 701	2 952	2 756	2 680	2 127	3 048	3 195	1 712
dont voitures occasions importées	5 443	5 769	5 495	5 150	4 178	4 195	5 715	5 376	9 221	5 163
dont motos neuves	7 477	8 006	7 400	5 376	6 098	4 833	3 500	2 325	2 055	1 193
dont motos occasions importées	253	204	119	274	129	136	133	126	337	173
dont transferts ex-provinces	1 651	1 783	2 000	1880	1984	2 086	1 791	1 214	206	124
Électricité (Source : JIRAMA)										
Électricité produite (Mégawatheures)		1 189 807	1 258 169	1 349 959	1 423 398	1 487 539	1 542 223	1 651 454	1 701 616	1 796 786
- Pertes techniques et non techniques (Mégawatheures)		346 931	371 513	420 208	468 623	487 352	517 547	543 469	555 024	524 054
= Electricité consommés (Mégawatheures)		842 876	886 656	929 751	954 775	1 000 187	1 024 676	1 107 985	1 146 592	1 272 732
dont ménages (Mégawatheures)		456 821	486 964	512 630	536 063	554 870	573 517	604 047	624 744	660 716
dont Industries et services (Mégawatheures)		377 843	391 811	408 985	411 806	438 429	444 373	497 584	516 378	608 370
dont éclairage public (Mégawatheures)		8 212	7 881	8 136	6 906	6 889	6 787	6 355	5 470	3 646
Création d'établissements formels (Source : INSTAT)										
Création d'établissements formels	nc	12 418	20 710	20 019	20 685	16 771	17 579	13 667	12 012	14 984
Création d'établissements français	nc	106	186	201	237	264	170	143	181	120
Tourisme (Source : Ministère du tourisme)										
Arrivées des visiteurs non-résidents	162 687	196 052	225 055	255 942	196 375	222 374	244 321	293 185	383 718	nc
Recettes générées par le tourisme (en millions d'Euros)	nc	158,99	188,84	217,68	294,93	490,97	527,29	681,42	578,5	nc

RELEVÉ DES PRIX / AVRIL 2021

PRODUIT	QUANTITÉ / QUALITÉ	AVRIL-20	AVRIL-21	VARIATION (%)
1 - Relevé des prix en grande distribution (En Ariary)				
Riz	Makalioka 1 kg	2 900	2 980	2,76
Sucre	Blanc 1 kg	4 500	4 500	0,00
Huile ordinaire	Le litre	5 900	6 900	16,95
Huile d'arachide	Le litre	22 900	25 900	13,10
Pain	Baguette 170 g	600	500	-16,67
Pomme de terre	Le kg	4 350	3 600	-17,24
Bière THB (Nue)	Bouteille 65 cl	2 800	3 000	7,14
Poulet de chair	Le kg	16 400	16 950	3,35
Poulet fermier	Le kg	16 800	18 900	12,50
Bœuf basse cote	Le kg	15 500	15 900	2,58

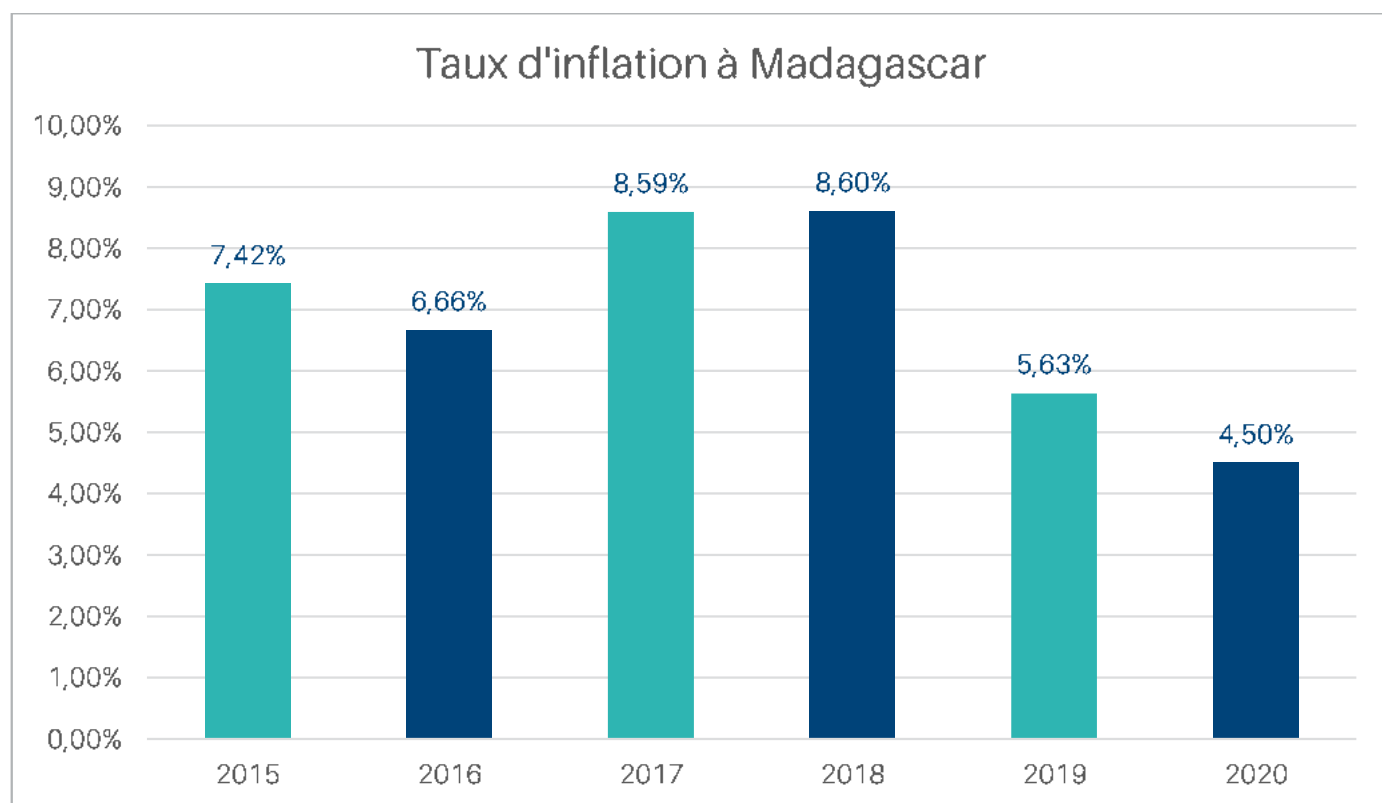
(Source : Jumbo Score Ankorondrano)

2 - Relevé des prix de carburants (En Ariary)

Gasol	Le litre	3400	3400	0,00
Super 95	Le litre	4100	4100	0,00

Pétrole lampant	Le litre	2130	2130	0,00
Gaz	La bouteille de 12,5 kg	90 000	92 000	2,22

(Source : Total Avaradoha)



Source : INSTAT/DSM - MEF

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

JANVIER À DÉCEMBRE 2020

LIBELLE / PERIODE	PONDERATION	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Ensemble	10 000,0	127,2	127,7	128,5	129,1	129,2	129,6	129,8	130,2	130,8	131,2	131,6	132,5
RIZ													
Non Riz	8 214,6	125,0	125,6	126,4	127,0	127,2	127,6	127,8	128,3	128,9	129,4	129,7	130,5
Riz	1 785,4	137,5	137,6	138,3	138,7	138,7	138,7	138,9	138,9	139,2	139,3	140,0	141,6
ORIGINE													
Produits Locaux	8 572,9	128,9	129,4	130,2	130,9	131,0	131,3	131,5	131,8	132,5	132,9	133,3	134,3
Produits Semi Importés	801,0	122,1	122,5	122,8	123,1	123,5	124,0	124,6	125,2	125,8	126,0	126,4	126,7
Produits Importés	626,2	111,1	111,8	112,1	112,3	112,5	113,2	113,4	113,8	114,1	114,2	114,5	114,9
ENERGIE													
Non Energie	9 224,8	128,5	129,0	129,8	130,4	130,6	130,9	131,2	131,6	132,2	132,6	133,1	134,0
Energie	775,3	112,6	112,7	113,0	113,2	113,2	113,2	113,3	113,3	113,3	113,4	113,8	114,5
PPN													
PPN	2 831,0	133,4	133,5	134,1	134,5	134,6	134,7	134,8	134,9	135,2	135,4	135,9	137,5
Non PPN	7 169,1	124,8	125,5	126,3	126,9	127,2	127,5	127,8	128,3	129,0	129,5	129,8	130,5
SECTEUR DE PRODUCTION													
Produits Vivriers Non Transformés	2 424,8	127,0	127,5	128,5	129,1	129,3	129,7	129,9	130,6	132,0	132,5	132,7	133,7
Produits Vivriers Transformés	2 348,2	134,5	134,6	135,3	135,9	135,9	136,2	136,4	136,5	136,8	137,0	137,8	139,4
Produits Manufacturés Industriels	2 572,6	118,1	119,0	119,4	119,7	120,0	120,5	120,9	121,3	121,9	122,1	122,4	123,3
Produits Manufacturés Artisanaux	154,1	119,3	119,4	119,7	119,8	120,3	120,5	120,6	121,0	121,7	121,7	122,0	122,1
Services Publics	341,5	119,2	119,3	119,5	119,5	119,6	119,6	119,7	119,8	120,1	120,1	120,4	120,8
Services Privés	2 158,9	132,3	133,0	134,0	135,0	135,1	135,2	135,3	135,6	135,8	136,5	136,8	137,2
FONCTION													
Produits alimentaires et boissons non alcoolisés	5 290,1	129,3	129,7	130,5	131,0	131,1	131,4	131,6	132,1	132,9	133,3	133,7	135,1
Boissons alcoolisées et tabacs	342,5	127,9	131,7	132,3	133,0	133,6	134,2	135,3	135,7	137,8	138,3	138,9	139,0
Articles d'habillement et articles chaussants	397,3	118,0	118,7	119,1	119,4	119,8	120,4	120,6	120,8	121,5	121,5	121,8	122,5
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	2 026,3	131,6	132,3	133,4	134,6	134,7	134,8	134,9	135,0	135,1	135,1	135,3	135,7
Ameublement, équipement ménager et entretien courant	276,8	125,8	126,3	126,6	126,6	126,8	127,6	128,0	128,0	128,2	128,3	128,6	128,9
Santé	103,2	124,4	125,0	125,5	126,0	127,3	128,8	129,6	130,2	131,8	132,5	133,3	134,0
Transports	531,8	117,4	117,6	118,0	118,4	118,5	119,0	119,1	120,3	120,6	121,5	122,1	122,3
Communications	131,8	100,8	100,8	100,8	100,8	100,8	100,8	100,8	100,8	100,8	100,8	100,8	100,8
Loisirs et culture	96,1	112,3	112,8	113,0	113,3	113,5	113,8	115,5	115,8	115,9	116,1	116,8	117,1
Enseignement, Education	454,3	119,5	119,5	119,5	119,5	119,5	119,5	119,5	119,5	119,6	121,9	123,1	124,4
Hôtellerie, cafés, restauration	260,0	121,0	121,2	121,9	121,9	122,1	122,6	122,7	122,8	123,4	123,4	123,5	123,6
Autres biens et services	90,1	121,2	121,8	122,9	123,2	124,5	124,8	125,0	125,4	125,8	125,9	126,4	126,9

AGENDA

3 - 6 MAI

CIM VIRTUAL CONVENTION & EXPO

Conférence virtuelle sur l'industrie minière organisée par la CIM (Canadian Institute of Mining, Metallurgy and Petroleum) <https://registration.cim.org>

5 MAI

WEBINAIRE - INNOVATION ET DIGITALISATION DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ EN ASIE DU SUD-EST

Un événement de la CCI France Singapour pour en savoir plus sur les nouvelles tendances, les solutions innovantes et numériques autour de l'Asie du Sud-Est et de Singapour. <https://www.ccifrance-international.org/evenements/evenements-a-venir/e/webinaire-singapour-innovation-et-digitalisation-dans-le-secteur-de-la-sante-en-asie-du-sud-est.html>

6 MAI

WEBINAIRE : TIRER PARTI DES DONNÉES POUR DÉVELOPPER VOTRE BUSINESS

Organisé par la CCI France Maurice, le webinaire abordera les points suivants : Quels sont les risques à ne pas traiter les données? Comment procéder? Des exemples concrets de bénéfices clients seront aussi présentés. <https://www.ccifrance-international.org/evenements/evenements-a-venir/e/webinaire-maurice-tirer-parti-des-donnees-pour-developper-votre-business.html>

7 MAI

FORUM B2B - ÉNERGIE, INFRASTRUCTURE ET CONSTRUCTION

Table ronde et RDV btob avec des experts des secteurs énergie, infrastructures et construction, un événement virtuel de la CCI France Philippines. <https://www.ccifrance-international.org/evenements/evenements-a-venir/e/forum-b2b-energie-infrastructure-et-construction.html>

10 - 12 MAI

TECH4GOOD SUMMIT 2021 : FRANCE, KOREA AND BEYOND

Innovez pour un avenir meilleur en participant à l'événement virtuel de la CCI France Corée, «Tech4Good Summit 2021», visant à stimuler l'écosystème des startups à impact. <https://www.ccifrance-international.org/evenements/evenements-a-venir/e/tech4good-summit-2021-france-korea-and-beyond-1.html>

12 - 14 MAI

IFIA JAPAN 2021

Conférence et exposition internationale sur les ingrédients et les additifs <https://www.ifajapan.com/en/outline>
📍 Pacific Convention Plaza Yokohama (HALL C & D), Japon

13 MAI

2021 ECONOMIC OUTLOOK BRIEFING

Briefing sur les perspectives économiques de 2021, un événement hybride organisé par la CCI France Australie. <https://www.ccifrance-international.org/evenements/evenements-a-venir/e/2021-economic-outlook-briefing.html>

20 MAI - 8 JUIN

FIARA – 21ÈME ÉDITION

Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales <http://www.fiarasenegal.org>
📍 Dakar, Sénégal

24 - 26 MAI

LA SEMAINE ÉCONOMIQUE ET CULTURELLE DE L'AFRIQUE

Organisé par AfricaFora, l'événement entend placer les Noirs et Africains au centre des conversations longtemps oubliées portant sur leur propre contrôle de leur récit, avec plus d'accent mis sur la coopération et collaboration intra-africaine, ainsi que la reconstruction des relations (économiques et professionnelles) entre l'Afrique et le reste du monde en général, et la France, en particulier. <https://africafora.com/fr/>

27 - 30 MAI

FOIRE INTERNATIONALE DE MADAGASCAR (FIM)

Événement signée Première Ligne, la FIM réunit chaque année les acteurs économiques de Madagascar pour nouer des partenariats, présenter leurs produits, et conquérir des marchés à l'export. www.foire-internationale-de-madagascar.com

📍 Antananarivo, Madagascar

17 - 20 JUIN

SALON DE L'HABITAT I

Salon réunissant les acteurs du BTP à Madagascar depuis 22 ans. www.salon-international-habitat.com

📍 Antananarivo, Madagascar

1^{er} JUILLET

FORUM AFRIQUE 2021 CIAN - L'OPINION

Deuxième séquence du Forum Afrique 2021 du CIAN. Événement phygital avec des conférences plénières en présentiel et des ateliers B2B www.forum-afrique-2021.fr

📍 Paris, France

3 - 11 JUILLET

FOIRE INTERNATIONALE DE PARIS

La foire européenne de Strasbourg qui accueille 25 pays chaque année propose une offre toujours renouvelée: tout pour la maison, le jardin, la déco, le bien-être et les idées cadeaux. www.foiredeparis.fr

📍 Paris, France

23 - 26 SEPTEMBRE

FOIRE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE

Foire consacrée à l'agriculture et de la chaîne opératoire du processus alimentaire. Au programme : expositions, tables rondes, conférences, séances de networking... www.foire-internationale-agriculture-madagascar.com/en/

📍 Antananarivo, Madagascar

21 - 24 OCTOBRE

SALON INTERNATIONAL DES TRANSPORTS, LOGISTIQUE & MANUTENTION DE MADAGASCAR (SITLM)

Salon qui réunit les acteurs du secteur Transports, une occasion de débattre sur l'avenir de celui-ci et de son développement afin de satisfaire les usagers. www.salon-international-transport-madagascar.com

📍 Antananarivo, Madagascar

18 - 21 NOVEMBRE

SALON DE L'HABITAT I

Salon réunissant les acteurs du BTP à Madagascar depuis 22 ans. www.salon-international-habitat.com

📍 Antananarivo, Madagascar

8 - 9 DÉCEMBRE

iniM - INNOVATIVE NATURAL INGRÉDIENTS – MADAGASCAR

Un événement inédit à Madagascar dédié à la mise en relation directe entre les producteurs/agriculteurs/collecteurs/transformateurs/exportateurs de matières premières végétales cultivées/récoltées/cueillies/transformées, issues des terres de Madagascar et les acheteurs internationaux des filières Santé/Dermocosmétique/Alimentaire/Industrie*

📍 Antananarivo, Madagascar

9 - 12 DÉCEMBRE

4M - FOIRE DES BONNES AFFAIRES

4M (Madagasikara, Mijoro, Miray Hina, Mifaly) est une foire multi-filière mettant en avant le Vita Malagasy

📍 Antananarivo, Madagascar

ÉDITEUR

Chambre de Commerce et d'Industrie France Madagascar

Adresse : Résidence « Les Orchidées Blanches »
Lot II M 35 Y K Androhibe

Directeur de la publication : beaumont@ccifm.mg

Revue par : beaumont@ccifm.mg

Date de parution : 30/04/2021 • ISSN : En cours d'inscription

Tarif annuel (11 numéros) : 220 000 Ariary | 77 € • ccifm@ccifm.mg